



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 10 décembre 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 211      REGIME INDEMNITAIRE**  
**MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION**  
**ET D'ENGAGEMENT DES POLICIERS MUNICIPAUX**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 3 décembre 2024, s'est réuni le mardi 10 décembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE

Monsieur Pascal PELLEGRINO  
Madame Karine GIGODOT  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Patrick ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur Philippe BONELLI  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 5 novembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- |                   |   |
|-------------------|---|
| <b>2024 - 215</b> | <b>PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,<br/>LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA<br/>VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE<br/>ACQUISITION DES LOTS N° 48 ET 56 DE LA COPROPRIETE « LA ROQUE »<br/>CADASTREE SECTION BI N° 25 SISE 5 RUE DE LA PORTE NEUVE</b>  |
| <b>2024 - 216</b> | <b>PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,<br/>LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA<br/>VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE<br/>VENTE APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN DE LA COPROPRIETE<br/>CADASTREE SECTION BN N° 20 ET JARDIN ATTENANT<br/>CADASTRE SECTION BN N° 19 SIS 19 AVENUE GUY DE MAUPASSANT</b> |
| <b>2024 - 230</b> | <b>MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE<br/>VALIDATION DU PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL</b>  |
| <b>2024 - 238</b> | <b>ENERGIES RENOUVELABLES<br/>SOLARISATION DU PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD<br/>LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONCESSION DE TRAVAUX<br/>VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE</b>   |

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 211**

**DU 10 DECEMBRE 2024**

**REGIME INDEMNITAIRE  
MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT  
DES POLICIERS MUNICIPAUX**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Suite à la parution du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale peuvent bénéficier d'un nouveau régime indemnitaire en remplacement du régime indemnitaire actuel (indemnité spéciale mensuelle de fonction et le cas échéant, l'indemnité d'administration et de technicité). Ce nouveau régime repose ainsi sur la nouvelle indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 714-13,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 novembre 2024 ;

Considérant que les bénéficiaires de ce dispositif relèvent des cadres d'emplois suivants :

- cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- cadre d'emplois des agents de police municipale.

Considérant que l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est composée d'une part fixe et d'une part variable :



- **I / ISFE part fixe**

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension les taux individuels suivants :

CADRES D'EMPLOIS	TAUX INDIVIDUEL
Directeurs de police municipale	33 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Chefs de service de police municipale	32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

- **II / ISFE part variable – indemnité mensuelle**

Les agents de police municipale se voient automatiquement attribuer une ISFE part variable forfaitaire mensuelle correspondant à la transposition de l'ancien régime indemnitaire.

- **III / ISFE part variable – encadrement**

Le dispositif de reconnaissance des fonctions d'encadrement est transposé dans l'ISFE part variable de la manière suivante :

FONCTIONS D'ENCADREMENT	MONTANT FORFAITAIRE
Responsable de brigade	70 Euros
Adjoint au responsable de brigade	50 Euros

- **IV / ISFE part variable – versement annuel**

L'ISFE part variable versée annuellement s'apprécie selon des critères identiques à ceux de l'attribution d'un Complément Indemnitaire Annuel (CIA) aux autres agents de la collectivité.

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

CADRES D'EMPLOIS	PART VARIABLE (mensuelle + annuelle maximum)
Directeurs de police municipale	9 500 euros
Chefs de service de police municipale	7 000 euros
Agents de police municipale	5 000 euros

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée dans les conditions suivantes :

Le montant de la part variable sera versé mensuellement (dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant). Ce montant sera complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

- **V / Modalités et conditions de versement**

Dispositif de sauvegarde : Conformément à l'article 7, dernier alinéa du décret n° 2024-614 du 26/06/2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment (de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant) et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

## Les cas de maintien et de suspension de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement :

### Maintien intégral du régime indemnitaire (IFSE part fixe et part variable) :

L'article L. 714-6 du CGFP précise que le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant :

- le congé de maternité,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption,
- le congé de paternité et d'accueil de l'enfant, sans préjudice de sa modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.

### Maintien partiel du régime indemnitaire (IFSE part fixe et part variable) :

Le régime indemnitaire suit le sort du traitement en cas de :

- congé de maladie ordinaire
- congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS).
- durant la période de préparation au reclassement (PPR) prévue à l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique,
- en cas de congés annuels,

La régime indemnitaire est maintenu au prorata de la quotité de temps partiel en application de la circulaire du 15 février 2018 en cas de :

- de service à temps partiel pour raison thérapeutique.

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée, la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est suspendue.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises. Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

Les primes et indemnités instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait.

### Condition spécifique de suspension de la part variable :

Le montant de la part variable a vocation à être réajusté, après chaque entretien professionnel et il appartient au Maire, au regard du compte rendu d'entretien établi par le supérieur hiérarchique de l'agent, d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent et de ses résultats, doit ou non se traduire par une baisse du montant de la part variable au prorata de ses périodes d'indisponibilité physique.

Un agent qui serait absent pour maladie pendant 4 mois pourrait ainsi percevoir la part variable liée aux résultats. La part variable ne sera pas versée aux agents absents toute l'année.

Considérant les règles de cumul et non cumul de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement :

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14/01/2002,

- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12/0/2001 du 12 juillet 2001.

Considérant que si les montants ou taux prévus dans le décret n° 2024-614 du 26/06/2024 sont revalorisés, les montants maxima (plafonds) ou taux maxima feront l'objet d'un ajustement automatique.

Considérant que l'attribution individuelle de cette prime fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

Considérant que les dispositions de cette délibération entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 19 novembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTITUER** l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions énumérées ci-dessus ;
- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération ;
- **INSCRIRE** les crédits correspondants au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **12 DEC. 2024**  
suivant les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **12 DEC. 2024**